

COMMUNE DE MOULINS-LÈS-METZ

DECISION DU MAIRE

N° 2025/14

OBJET : Acceptation d'un remboursement d'une indemnité première à la suite de dommages.

Le Maire de Moulins-lès-Metz,

VU la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 modifié,

VU la délibération n°2020-19 du 26 mai 2020 portant délégations au Maire pour, notamment, passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes (6°),

DECIDE

Article 1 : que la commune de Moulins-lès-Metz accepte l'indemnité première versée par GROUPAMA Assurances en remboursement des frais engendrés à la suite du sinistre n° 2025.562.324 correspondants aux réparations des boiseries des portes d'accès, des rideaux métalliques, des serrures, sis 22 rue de Constantine, conséquence d'une tentative d'effraction au vestiaire foot et au club house du stade Louis Armand survenu le 10 juillet 2025 : **2 680,90 €**.

Article 2 : que l'indemnité définitive d'un montant de **1 648,51 €** sera versée sur présentation des factures des réparations.

Article 3 : qu'une franchise de **1 548,00 €** a été appliquée sur ce sinistre et qu'elle sera versée dès que le recours à la compagnie adverse aura abouti.

Article 4 : de procéder à l'affichage de la présente décision, de la transcrire au registre des délibérations et d'en rendre compte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : d'imputer la recette correspondante au budget de l'année en cours.

Fait à Moulins-lès-Metz, le 21 octobre 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

057-215704875-20251021-2025-14DEC-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/10/2025

Notification : 23/10/2025

 Le Maire,
Jean BAUCHEZ

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de **2 mois** à compter de la présente notification.